CE MONDE QUI BOUGE

FRANCE

Le nouveau positionnement stratégique

Par Hassane Zerrouky

En visite à Abou Dhabi, Nicolas Sarkozy a inauguré mardi, une base navale militaire permanente à l'entrée du détroit d'Ormuz, située à 225 km des côtes iraniennes et par où transitent 40% du pétrole mondial.

A côté de cette base abritant un quai de 300 mètres de long qui peut accueillir des navires de guerre, les Emirats arabes unis dont fait partie Abou Dhabi mettent à la disposition de la France la base aérienne d'Al-Dhafra où trois avions de combat Mirage 2000-5 stationneront en permanence, ainsi qu'une base terrestre où une centaine de militaires français sont déjà sur place.

Cette présence militaire française, qui devrait s'accroître dans les semaines et mois à venir (on parle de 500 soldats français), dans une région - les pays du Golfe - où les tensions sont croissantes, transformée de fait en autant de bases militaires américains, s'inscrit dans cette volonté de la France de ne pas être prise au dépourvu en cas de conflit militaire avec l'Iran. Nicolas Sarkozy, qui reste persuadé qu'un conflit militaire avec l'Iran est inévitable, donne l'impression d'y préparer son pays.

D'autant qu'un accord de défense lie les Emirats arabes unis et la France. Toutefois, le président français se garde bien de répondre à la question de savoir quel profit compte en tirer la France, désormais en première ligne en cas de brusque aggravation de la situation régionale.

Plus généralement, ce positionnement stratégique dans cette partie du monde s'explique également par le fait qu'après l'Afghanistan, théâtre de conflit où la France est impliquée, le Pakistan voisin où elle risque d'être entraînée et l'Irak où elle cherche à être présente, ne sont pas très éloignés d'Abou Dhabi.

Un positionnement qui s'inscrit en droite ligne de cet infléchissement atlantiste accéléré de la politique extérieure française depuis que Paris a réintégré l'Otan, une structure de défense chapeautée par les Etats-Unis et où la France ne dispose que d'une marge de manœuvre bien mince ! Cela n'empêche pas Nicolas Sarkozy d'affirmer que ce virage géostratégique, entrepris par la France depuis qu'il en est le président, signifie que son pays «est prêt à prendre ses responsabilités et à jouer tout son rôle dans les affaires du monde».

Rompant donc avec la tradition gaulliste qui consistait à se tenir prudemment à l'écart d'enjeux, qui ne profitent, plus en mal qu'en bien, qu'aux seuls Etats-Unis, la France de Sarkozy va désormais, via l'Otan, intégrer (et accompagner) la stratégie américaine. Dans quel but et pour quels objectifs ? Bien malin celui qui pourrait y répondre quand on sait que la France a plus à gagner à pratiquer une politique indépendante, qu'à suivre à la lettre une Amérique aux ambitions impériales jamais assouvies. Bien sûr, les préoccupations commerciales n'étant pas absentes, Nicolas Sarkozy, qui comptait vendre aux Emirats arabes unis une soixantaine d'avions de guerre Rafale pour un montant estimé entre 6 et 8 milliards d'euros, a quitté hier Abou Dhabi sans conclure. Sur ce dossier, le ministre des Affaires étrangères des Emirats, cheikh Abdallah ben Zayed Al-Nahyane, et la présidence française se sont bornés à faire état de «progrès». Sans plus. Il faut dire que dans ce domaine, la concurrence est rude : la France devra compter avec les Etats-Unis et leurs avions F-16 qui seraient moins chers et, dit-on, plus performants militairement. En revanche, la coopération culturelle, inaugurée sous l'ère de Jacques Chirac, est bien le seul domaine où les choses progressent rapidement. Mardi, le chef de l'Etat français a donné le coup d'envoi de la construction du Louvre à Abou Dhabi sur l'île de Saadiyat. Conçu par l'architecte français Jean Nouvel, le musée, un édifice de 24 000 m2, dont 6 000 m2 pour l'exposition principale, est surmonté d'un dôme, inspiré de l'architecture traditionnelle arabe. Et selon l'accord signé en mars 2007 pour trente ans, ce projet devra rapporter à la France un milliard d'euros.

H. Z.

Quotidien national d'information générale

RECRUTE

pour sa rédaction centrale basée à Alger :

1- Des journalistes expérimentés
2- Des diplômés universitaires maîtrisant parfaitement la langue française.

Envoyez votre CV et lettre de motivation à l'adresse électronique suivante :
Journalrecrute@yahoo.fr

N. B : il ne sera répondu qu'aux candidatures jugées intéressantes.

LE DISPOSITIF SERA GÉRÉ PAR LA SGP/PRODUCTION ANIMALE

Le Syrpalac réactivé

Le ministère de l'Agriculture et du développement rural a décidé de relancer le Système de régulation des produits agricoles de large consommation (Syrpalac). Pour cette seconde saison, le système sera piloté par la Société de gestion des participations production animale (SGP/Proda).

Photo : Samir Sid

Rachid Benaïssa.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - Le Système de régulation des produits agricoles de large consommation a été réactivé depuis quelques jours, indiquent les services du département de Rachid Benaïssa.

Actuellement, les wilayas concernées par cette opération sont Aïn-Defla, Mostaganem, Bouira, El-Oued. «Comme l'année précédente, ce dispositif permettra de constituer des stocks d'intervention à partir de la surproduction nationale en pommes de terre», a précisé, hier, Djamel Barchiche, chargé de la communication au ministère de l'Agriculture et du Développement rural.

Selon lui, cette opération a pour objectif d'éponger les surplus de production et à protéger les revenus des agriculteurs.

«Le Syrpalac permet, par la suite, de mettre les quantités stockées sur le marché à des moments étudiés afin de préserver le pouvoir d'achat des consommateurs.

Actuellement, il concerne la pomme de terre mais il pourrait également prendre en charge d'autres produits alimentaires comme la viande, l'oignon ou encore l'ail», a indiqué Djamel Barchiche.

Contrairement à l'année précédente, le Syrpalac sera piloté par la Société de gestion des participations production animale (SGP/Proda).

«La SGP/Proda aura à gérer le Syrpalac en collaboration avec les services techniques et administratifs du ministère de l'Agriculture. Elle se chargera du stockage de la pomme de terre, en intégrant les différents stockeurs potentiels, coopératives ou agriculteurs disposant de capacités de froid, et ce, à travers des conventions signées entre les deux parties». Notons enfin que ce dispositif a permis d'augmenter les capacités de stockage stratégique de l'Algérie. «Depuis le mois de juillet 2008, le ministère de l'Agriculture a réussi à récupérer, rénover et moderniser les infrastructures de froid qui étaient détenues par l'ex-Onafla et l'ex-Onapsa.

Aujourd'hui, les moyens de stockage sont évalués à 300 000 m³», a souligné Djamel Barchiche.

T. H.

PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

120000 PME créées au cours du dernier quinquennat

Le ministre de la Petite et Moyenne entreprise et de l'Artisanat, M. Mustapha Benbada, a annoncé, hier, la création de près de 120 000 entreprises au cours du dernier quinquennat. Le ministre a expliqué que l'équipe qui sera chargée de la prise en charge du programme Meda II sera désignée dans les prochains jours.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Selon le ministre, 120 000 entreprises ont été créées suite aux efforts consentis pour la promotion de la petite et moyenne entreprise au cours de ces dernières années. Ce résultat a, selon M. Benbada, poussé les autorités à lancer un programme de création de 200 000 entreprises pour le prochain quinquennat 2010-2014.

Ce secteur, en évolution, va selon le ministre, contribuer à la diversification des exportations hors hydrocarbures.

Les petites et moyennes entreprises créées, dira M. Benbada, contribuent à la création d'emploi et à la génération de la valeur ajoutée.

S'adressant aux cadres de son secteur, il les a invités à concrétiser les objectifs fixés dans le cadre du développement et de la promotion des PME.

Pour ce qui est du programme Meda II d'appui à une politique sectorielle en faveur des PME et de la maîtrise des techniques de l'information et de la communication lancé au cours de ce mois de mai, consigne a été donnée par le premier responsable du secteur pour une large opération de sensibilisation. Le ministre a recommandé l'accompagnement des experts dans leurs missions au sein des entreprises.

Le programme Meda II sera appliqué pour un coût de 44 millions d'euros et pour une période d'exécution de 72 mois. Il s'agit pour ce projet d'améliorer la compétitivité des PME algériennes pour leur permettre de reconquérir le marché intérieur et de se développer à l'international en vue de profiter des possibilités offertes par les accords internationaux.

Les objectifs spécifiques concernent aussi la consolidation des acquis du programme précédent, la mise en place d'une démarche «qualité-normalisation» dans les PME dans certaines filières pilotes ainsi que l'appui aux institutions et aux programmes impliqués dans la mise à niveau des PME.

F.-Z. B.

L'OPEP SE RÉUNIT AUJOURD'HUI À VIENNE

Réduire ou non, mais surtout stabiliser le marché

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) se réunit aujourd'hui à Vienne, incertaine sur le choix à prendre, maintenir la production comme escompté ou baisser encore, mais surtout contrainte d'œuvrer à la stabilité du marché.

C'est à un dilemme auquel les ministres de l'énergie des 13 pays membres de l'Opep, l'Equateur étant représenté par son ambassadeur, réunis aujourd'hui en réunion extraordinaire à Vienne, sont confrontés. Ils devront se décider sur le maintien en l'état de l'actuel niveau de production (un peu plus de 24 millions de barils/jour), le réduire ou encore l'augmenter.

Cela dans le contexte où, la tension au Nigeria et le recul des stocks de brut aux Etats- Unis aidant, les prix du pétrole se sont raffermis, fluctuant autour des 60 dollars le baril, après avoir baissé autour des 40 dollars.

Or, l'offre est relativement importante alors que la demande pétrolière reste encore faible même si une certaine hausse a été constatée en Asie et que des signes présagent d'une relance de la consommation, tant à cause de l'été qui approche que du retour de la confiance.

Néanmoins, le marché reste encore soumis à des incertitudes, des craintes sur les investissements énergétiques dont le report et l'annulation ont été chiffrés à 170 milliards de dollars.

Or, pour maintenir le rythme d'investissement, il faut des cours de l'ordre de 70 dollars, voire plus.

Ce qui reste conditionné par la reprise économique et la baisse des stocks pétroliers mais surtout par la stabilité du marché pétrolier, au moins sur le court terme. Et c'est là le défi que l'Opep doit relever. Cela qu'elle maintienne sa production en l'état, l'option qui semble dominante au sein de l'organisation, même si une autre réduction de production semble intéresser certains membres de l'Opep.

Comme se pose la question de l'Opep à appliquer intégralement la réduction décidée en décembre dernier à Oran (4,2 millions de barils/jour censés être réduits depuis septembre 2008).

C. B. / Agences